

Commune de Bex



Règlement communal sur la taxe de séjour

Article premier. : La commune de Bex perçoit, par les soins de ses organes, une taxe communale dite « taxe communale de séjour » sur les nuitées des hôtes de passage ou en séjour sur son territoire.

Article 2. : Sont astreints au paiement de cette taxe :

Les hôtes de passage ou en séjour dans les hôtels, motels, pensions, auberges, maisons de repos, établissements médicaux, appartements à service hôtelier, places de campement sous tente (camping) et en caravane (caravaning), ou auto-caravane (camping-car), pensionnats, instituts, homes d'enfants, villas, chalets ou appartements meublés ou non pour leur propre séjour et celui de leur famille.

Article 3. : La taxe de séjour est due, en règle générale, sur les nuitées dès et y compris le jour d'arrivée et jusqu'au jour du départ.

Article 4. : Sont exonérés du paiement de la taxe :

- 1) les personnes qui, du point de vue des impôts directs cantonaux sont domiciliées ou en séjour à l'endroit de la perception de la taxe, au sens des articles 3, alinéas 1 à 3, et 18, alinéa 1, de la loi sur les impôts directs cantonaux du 4 juillet 2000 ;
- 2) les personnes en traitement dans les établissements médicaux par suite d'un accident ;

- 3) les personnes en traitement dans des établissements médicaux par suite de maladie, lorsqu'au moment de leur hospitalisation elles ont leur domicile fiscal principal ailleurs dans le canton selon chiffre 1 ci-dessus, ou ailleurs en Suisse, ou si elles y résidaient au moment de leur hospitalisation ;
- 4) les personnes indigentes ;
- 5) les personnes logeant dans les cabanes alpestres, les mineurs dans les auberges de jeunesse et dans les colonies de vacances d'institutions publiques ou privées à caractère social ;
- 6) les personnes qui séjournent de manière durable dans une localité du canton pour y fréquenter un établissement public d'instruction, y faire un apprentissage ou y exercer une activité lucrative lorsqu'elles sont domiciliées ou en séjour dans le canton selon le chiffre 1 ci-dessus, ou ailleurs en Suisse ;
- 7) les officiers, sous-officiers, soldats, les personnes incorporées dans la protection civile, les pompiers, lorsqu'ils sont en service commandé ;
- 8) les ouvriers lors de déplacements imposés par leur activité professionnelle ;
- 9) le personnel domestique privé des hôtes ;
- 10) les enfants âgés de moins de seize ans, accompagnant leurs parents et ne logeant pas dans un institut, un pensionnat ou un home d'enfants ;
- 11) les élèves des écoles suisses voyageant sous la conduite d'un de leurs maîtres ;
- 12) les personnes hospitalisées dans l'EMS « La Résidence Grande Fontaine ».

La Municipalité peut prévoir d'autres cas d'exemption que ceux énumérés ci-dessus.

Article 5. : Taux de la taxe : (1 nuitée = 1 personne).

5.1) Hôtels, motels, pensions, auberges, particuliers	Fr. 1.60 par nuitée
5.2) Campings (tente, caravane ou auto-caravane et camping-car)	Fr. 1.-- par nuitée
Forfait : pour moins de 60 nuits effectives	Fr. 90.-- par installation
pour plus de 60 nuits effectives	Fr. 135.-- par installation

- 5.3) Pensionnats/homes/Instituts Fr. 1.-- par nuitée
- 5.4) Chambres meublées Fr. 1.-- par nuitée
- 5.5) Locataires de villas, chalets, maisons, appartements,
la taxe est calculée par durée de location ou par année, soit :
- a) 4% du prix de location total
pour une location de 60 jours consécutifs ou moins (courte durée) mais :
par semaine ou fraction de semaine Fr. 20.-- minimum
par mois Fr. 50.-- minimum
- b) Location pour plus de 60 jours consécutifs (location saisonnière ou à l'année) :
pour une occupation effective de 60 nuits ou moins, 16% du prix
d'un mois de location, mais Fr. 90.-- minimum
pour une occupation effective de plus de 60 nuits, 24% du prix
d'un mois de location, mais Fr. 135.-- minimum
- 5.6) Propriétaires de villa, chalet, maison appartement, la taxe est calculée
forfaitairement (quel que soit le nombre d'occupants) selon la durée
effective d'occupation :
- pour une occupation effective de 60 nuits ou moins, 2% de la
valeur locative, mais Fr. 90.-- minimum
pour une occupation effective de plus de 60 nuits, 3% de la
valeur locative, mais Fr. 135.-- minimum

La valeur locative correspond au 5% de l'estimation fiscale, déterminée selon la législation cantonale en la matière.

Article 6. : La personne qui exploite un établissement ou qui tire profit de la chose louée est responsable de l'encaissement de la taxe et du versement de celle-ci à l'organe de perception communal, ceci mensuellement.

La taxe perçue dans un établissement est versée - même si l'hôte est logé hors de celui-ci - sur la base de la liste des nuitées établie à l'intention de l'Office fédéral de la statistique ou du Registre des hôtes prévu par la loi sur les auberges et les débits de boissons et son règlement d'application, qui doivent être tenus à jour.

Les personnes qui tirent profit de la chose louée inscrivent, sur une formule qui leur est remise par l'organe communal de perception, les indications relatives à la perception de la taxe.

Le montant de la taxe et, le cas échéant, la formule mentionnée ci-dessus dûment remplie doivent parvenir à l'organe communal au plus tard le 5 du mois suivant.

L'organe communal encaisse directement le montant de la taxe auprès des personnes assujetties si les modalités ci-dessus ne peuvent être appliquées.

Article 7. : Au moyen du formulaire communal de déclaration, le propriétaire assujetti indique le nombre de nuitées passées personnellement dans son immeuble. Ce formulaire doit parvenir à l'organe de perception au plus tard le 31 janvier suivant l'année de calcul ; en cas de transfert de propriété, au plus tard dans les 20 jours suivant la date du transfert. Le propriétaire qui omet de fournir ces indications est astreint à la taxe maximum pour sa catégorie d'hébergement au sens de l'article 5.6).

Article 8. : Le produit net est redistribué selon les dispositions de l'article 9. Il sera affecté à des dépenses profitant de manière prépondérante aux hôtes. En aucun cas, ce produit ne pourra servir, en tout ou partie, à la couverture de dépenses communales, de promotion et de publicité touristique.

Article 9. : Le produit de la taxe communale de séjour est affecté, après déduction des frais de perception et d'administration, intégralement à des dépenses d'ordre touristique telles que :

1. les frais de l'office du tourisme liés à l'accueil, l'information et l'animation (à l'exclusion des frais de publicité et de promotion) ;
2. la documentation à caractère non commercial ;
3. la construction, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation d'équipements créés pour les hôtes et utiles de manière prépondérante à ceux-ci ;
4. les subsides accordés à des manifestations sportives et culturelles créées pour les hôtes.

La Municipalité peut en tout ou partie attribuer un montant à un fonds servant à financer un programme régional.

Article 10. : La Municipalité réprime les soustractions de taxe conformément à l'arrêté communal d'imposition.

En outre, elle réprime par l'amende l'inobservation des dispositions du présent règlement, conformément à la loi sur les sentences municipales.

Article 11. : Les recours relatifs à la taxe communale de séjour doivent être adressés à la Commission communale de recours en matière d'impôts (article 46 et suivants de la Loi sur les impôts communaux) par acte écrit et motivé dans les 30 jours dès la notification.

Article 12. : Le présent règlement abroge celui du 26 octobre 1994 instituant une taxe communale de séjour.

Article 13. : La Municipalité est chargée de l'application du présent règlement, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 22 octobre 2007

Au nom de la Municipalité

Le syndic :

Le secrétaire :

M. Flückiger

D. Lenherr

Adopté par le Conseil Communal dans sa séance du 5 décembre 2007

Le président :

La secrétaire :

J.-Ph. Marlétaz

C. Chavan

Approuvé par le Chef du Département de l'économie le

J.-C. Mermoud, conseiller d'Etat